Métaprogramme Inra-Cirad
GloFoodS

Projet financé par l'AMI 2017

FICHE SYNTHETIQUE – RESULTATS DU PROJET GAPRA

Sandrine Fréguin-Gresh, Valérie Angeon, Renato Maluf

Décembre 2019

Intitulé du Projet : « Gouvernance Alimentaire et PRAtiques des ménages agricoles : une approche par les flux d'approvisionnement alimentaire et la multi-localisation familiale » (GAPRA)

La question principale de recherche était initialement la suivante : Comment l'action publique interfère-t-elle dans les stratégies alimentaires des ménages agricoles multilocalisés ? Elle s'est déclinée en plusieurs sous-questions : Comment s'élaborent les politiques publiques liées à l'alimentation ? Comment évoluent ces politiques publiques ? Comment interfèrent-elles sur les pratiques productives et alimentaires des ménages ? Quelles sont les stratégies de ces derniers ? Comment la multilocalisation intervient-elle sur les pratiques productives et alimentaires ? Les terrains d'étude qui devaient être investigués au départ étaient le Brésil et Haïti. Il s'agissait de saisir dans une perspective compréhensive le rôle des politiques publiques dans la sécurisation de l'alimentation avec une attention particulière portée au rôle de l'agriculture familiale dans les systèmes alimentaires locaux. Compte tenu du contexte socio-politique en Haïti, le programme de missions prévues n'a pu être honoré. Le consortium de recherche a ainsi pris le parti de rajouter un terrain d'étude, la Guadeloupe, où existe une importante population de migrants haïtiens impliqués dans l'activité agricole. Ainsi, le projet GAPRA comprend trois études de cas (Brésil, Haïti, Guadeloupe) dont les degrés de maturation par rapport à la problématique originelle diffèrent.

Chapô introductif

Ce projet interroge les liens entre politiques publiques, stratégies productives et alimentation des ménages agricoles de trois terrains sud-américain et caribéens où l'agriculture familiale a une place déterminante dans les dynamiques rurales et l'alimentation locale. La recherche positionne la multilocalisation et les flux qu'elle génère au cœur des ressources familiales activables par les individus et leurs ménages pour sécuriser l'alimentation.

- **Brésil** : Comment l'évolution de l'action publique a-t-elle permis la différenciation de stratégies de production, de commercialisation et de consommation de ménages agricoles et l'émergence d'alternatives au modèle dominant? Quelles sont les régimes alimentaires de ces familles? Comment l'insertion aux marchés et les conditions socioéconomiques interfèrent sur ces stratégies ? Comment se traduisent-elles en termes de perception de sécurité et de diversité alimentaires ? Comment l'insertion aux marchés intervient-elle sur les stratégies/orientations productives des ménages, et donc sur leurs sources d'approvisionnements alimentaires ? Comment la multilocalisation joue sur ces stratégies ?
  L'hypothèse générale était la suivante : les politiques d'agriculture familiale contribueraient à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages agricoles. Et nous avions une hypothèse sur l'influence de certaines politiques spécifiques : a) le PRONAF menacerait la sécurité alimentaire parce qu'il a un profil productiviste; b) Le Programme d'acquisition d'aliments (PAA) et le Programme national d'alimentation (PNAE) contribueraient à la sécurité alimentaire en vertu de la diversification de la production des ménages; c) le programme de retraites encouragerait les ménages agricoles à acheter de la nourriture. Les ménages

bénéficient d'un mix de ces politiques publiques selon leurs conditions socio-économiques et selon leurs modalités d'insertion sur les marchés qui auraient donc différents effets.

- **Haïti** : Comment est fabriquée la stratégie de sécurité alimentaire en Haïti ? Marque-telle une inflexion dans la manière de concevoir et de mettre en œuvre l'action publique ? Quel est le jeu d'acteurs à l'œuvre dans le processus d'élaboration de la stratégie nationale de sécurité alimentaire ? Comment cette stratégie nationale se propose-t-elle de répondre aux défis de l'insécurité alimentaire? Quels blocages émergent ? Quelles sont les perspectives d'application de cette nouvelle politique ?
  L'hypothèse générale était la suivante : le processus d'élaboration de la stratégie comme le document de politique permettent de penser que nous sommes face à un changement institutionnel dans le traitement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Haïti
- **Guadeloupe** : Comment les politiques publiques interviennent comme facteurs de conversion permettant aux migrants d'activer, puis de transformer des ressources pour sécuriser leurs moyens d'existence (y compris l'alimentation) ? Quelles stratégies individuelles (et/ou collectives) permettent de sécuriser les moyens d'existence (y compris l'alimentation) des migrants à destination?
  Les hypothèses étaient les suivantes : les politiques publiques (productives, sociales et migratoires), par leur caractère excluant et exclusif, influent sur les conditions de sécurisation des moyens d'existence, et jouent sur la vulnérabilité/résilience (y compris alimentaires). Même soumis à de fortes contraintes, un individu participe par sa prise de décision et ses actions, grâce à la mobilisation de ressources économiques et sociales, à augmenter ou réduire sa vulnérabilité/résilience. Les migrants mobilisent différents types de ressources dans le temps, notamment économiques, humaines et sociales. La capacité des migrants à transformer ces ressources en fonctionnements est la clef de la sécurisation des moyens d'existence (y compris alimentation).

Objectifs

Le projet a un double objectif : 1° scientifique, visant à produire méthodes, grilles d'analyse, démarches et résultats permettant de mieux comprendre la complexité des liens entre politiques publiques, stratégies productives, et alimentation des ménages agricoles, au regard des spécificités de chaque terrain d'étude; 2) opérationnel, afin de mettre en débat des résultats de recherche avec des acteurs clefs de la gouvernance alimentaire de chaque terrain.

Résultats scientifiques

Multilocalisation familiale : liens, circulations de ressources (aliments, argent, travail)

La multilocalisation familiale est le point d'entrée de la recherche. Elle était initialement envisagée depuis les membres de la famille agricole dispersés dans plusieurs lieux et s'inscrivant dans un système alimentaire par leurs liens et les circulations qui s'opèrent entre eux. Les travaux sur la multilocalisation, encore peu nombreux, se repositionnent dans la littérature au regard d'autres recherches portant sur le transnationalisme, les mobilités circulaires entre villes et campagne, la migration internationale et les transferts vers les lieux d'origine.

Les discussions méthodologiques au cours du travail de recherche et les données empiriques ont donné lieu à la formulation de définitions de la multilocalisation adaptées aux réalités de terrain et aux problématiques locales.

- **Au Brésil**, étant donné l'existence de liens et de circulations entre villes et campagnes, et en l'absence de migration, les ménages agricoles multilocalisés ont été définis comme ceux au sein lesquels un ou plusieurs

membres résident en dehors de l'unité d'agriculture familiale (UAF = unité statistique du recensement), mais participent au processus de reproduction socio-économique des UAF par le partage de ressources monétaires, de la main-d'œuvre et de ressources alimentaires, sans que cette participation implique nécessairement une compensation des bénéficiaires. Les ressources alimentaires incluent la production d'aliments des ménages agricoles aussi bien pour les membres résidant à l'extérieur ou que ceux résident sur l'UAF, incluant l'autoconsommation, les achats et les dons d'aliments.

- **En Guadeloupe**, l'entrée de la recherche était celle de la migration internationale des haïtiens. C'est donc sur l'individu migrant que le travail de recherche a porté. Ce migrant est aussi membre d'une famille multilocalisée qui a des proches (en Haïti, mais aussi dans d'autres pays : France, Etats-Unis, Chili) au sein de laquelle circulent des ressources. Ces circulations (surtout des ressources économiques, i.e. des revenus) jouent un rôle déterminant dans le parcours migratoire (au départ, pour payer le voyage et l'arrivée, pour s'installer). Elles peuvent perdurer dans le temps une fois que le migrant est en Guadeloupe (depuis et vers le migrant dans les deux sens), et peuvent affecter (négativement) le migrant qui fait des sacrifices pour envoyer des remises migratoires. Elles renvoient aussi à des circulations d'aliments (mais peu) au sein des réseaux familiaux et amicaux en Guadeloupe.

De par ces définitions, les systèmes alimentaires familiaux ont été envisagés en termes de circulations de ressources (disponibilité : production agricole pour l'autoconsommation et dons ; accès : achats d'aliments permis par l'obtention de revenus et de salaires) et en termes d'habitudes alimentaires (quels aliments ?).

- **Au Brésil**, il correspond au mode d'interactions et d'arrangements sociaux, économiques et spatiaux entre les membres d'une famille agricole qui développent un ensemble d'activités dans plusieurs lieux fournissant des ressources à la famille qui sont mobilisées pour acquérir directement (production autoconsommée, dons) ou indirectement (argent) de la nourriture nécessaire à la satisfaction des besoins quotidiens, mais aussi des habitudes alimentaires de cette famille.
- **En Guadeloupe** : il correspond aux circulations de ressources qui participent à l'alimentation de l'individu migrant, ainsi qu'à ses habitudes alimentaires en Guadeloupe.

La configuration de la multilocalisation varie selon : 1° le contexte (proximité/distance, le statut), 2° la directionalité des flux (bi/pluridirectionnel) et la nature des circulations, 3° les agents ayant accès à la mobilité ?, 4° les logiques sociales sous-jacentes à la multilocalisation, 5° le rôle, l'impact, le « sens » de la multilocalisation.

Contexte :

- **Au Brésil** : Histoire spécifique du développement rural et de l'urbanisation des campagnes vers les villes avec le processus d'industrialisation (dynamiques des corporations agroindustrielles privées qui organisent le territoire) et le maintien et domination des formes d'agricultures familiales, dont des rapports urbaines-ruraux particuliers dans lesquels les flux des aliments jouent un rôle majeur
- **En Guadeloupe** : histoire agraire spécifique ayant conduit à la dualité de l'agriculture (plantation dédiée aux cultures d'export vs petite agriculture familiale dédiée au marché local) et qui accueille des migrants haïtiens dont le statut évolue en fonction du caractère plus ou moins inclusif des politiques migratoires françaises.
  Fréquence variable des aller-venues entre les différents lieux (chaque semaine au Brésil, diverses temporalités entre Guadeloupe et Haïti, très dépendant du statut de régularisation du migrant : clandestin

et demandeur d'asile = ne peuvent pas, les autres, dépendant de leur situation économique et de la force des liens qui sont maintenus avec Haïti)
Rôle de l'agriculture pour les familles et individus -> autonomie, mais rôle des agroindustries (Brésil) dans les dynamiques territoriales
Coexistence de groupes socio-culturels/ethniques différentes (Chapeco : populations d'origine européennes, indigènes, caboclos ; Guadeloupe : haïtiens, guadeloupéens)

Directionalité et nature des flux

- **Dans les deux cas**, les circulations de ressources sont bidirectionnelles : au Brésil, de la campagne vers les villes (majoritairement), mais aussi des villes vers les campagnes. En Guadeloupe, depuis Haïti vers la Guadeloupe (financement du départ et de l'installation), puis dans le temps de la Guadeloupe vers Haïti (mais pas seulement, aussi d'autres destinations, aussi dans l'autre sens). Originalité des résultats (en lien avec l'émergence d'une littérature sur les situations de crises dans les pays riches) : existence de flux inversés → les campagnes appuient les villes et garantissent une partie de l'alimentation de ceux qui continuent d'entretenir des liens familiaux, les pays comme Haïti soutiennent l'insertion socio-professionnelle et le maintien des migrants dans le territoire d'accueil.
  Une différence entre les cas, ce sont la nature des flux (aliments surtout, main-d'œuvre/travail + revenus – en particulier pour les étudiants - en Chapeco[1] *versus* revenus en Guadeloupe, mais aussi dans une moindre mesure des vêtements, de la nourriture, des semences).

Qui a accès à la mobilité ?

- **Dans les deux cas** : Au Brésil, la multilocalisation est fortement liée à la condition socio-économique des familles à l'origine (les pauvres et les indigènes ne sont généralement pas multilocalisés). Idem en Guadeloupe : ce ne sont pas les plus démunis qui migrent, mais les individus qui ont pu mobiliser les ressources de la famille (et des proches) pour migrer. Toutefois, une différence majeure entre les deuxterrains d'étude est qu'au Brésil, ce sont des étudiants (enfants), des travailleurs salariés urbains (enfants, conjoints), les proches qui vivent en milieu urbain font des études ou travaillent comme salariés (agroindustrie). En Guadeloupe, ce sont rarement des jeunes qui migrent mais des travailleurs potentiels.

- **Au Brésil**, certains membres des familles sont en mobilité circulaire (en lien avec la pluriactivité, les études) ; ces personnes ne correspondent pas à une catégorie reconnue par les politiques publiques qu'elles soient sociales ou productives. En Guadeloupe, l'étude est centrée sur les migrants au sens d'une catégorie d'agents bien reconnue par les politiques publiques (migratoires, sociales), mais peu connue au regard de la difficulté à les référencer statistiquement. L'un des apports de GAPRA est de rendre visibles ces catégories de populations qui produisent des circulations, mobilisent des ressources et créent de la richesse.

[1]Dans le cas du Brésil, ce sont les familles (à l'origine, en milieu rural) qui ont été interviewées, pas les résidents urbains. Il n'y a pas d'informations sur ce que reçoivent effectivement les résidents urbains.

Les logiques sociales et économiques sous-jacentes à la multilocalisation sont différenciées.

- **Au Brésil** : éducation, recherche de salaires, mariage des jeunes
- **En Guadeloupe** : recherche de meilleures conditions de vie (économique) pour soi et ses proches, la recherche de travail, fuite des problèmes politiques, de gouvernance et d'insécurité, réaction à une épreuve familiale ou une catastrophe naturelle, recherche d'un « avenir » et d'autonomie pour les jeunes, regroupement familial

Le rôle, l'impact, le « sens »de la multilocalisation pour les familles/individus diffèrent.

- **Au Brésil** : maintien des habitudes alimentaires en ville et introduction des nouveaux aliments en campagne accès aux aliments (disponibilité), relation avec la pluriactivité (revenus additionnels), accès à la formation/études des jeunes
- **En Guadeloupe** : accès à un champ des possibles nouveau permis par la migration

Comment les politiques publiques interfèrent sur les systèmes productifs et alimentaires des familles (multilocalisés ou non) ?

Les modalités d'interférence des politiques publiques varie selon : *1° la nature de la politique* (productive, orientation sociotechnique de l'exploitation agricole, insertion au marché, assistance sociale, migratoire) ; *2° le niveau auquel interfère la politique sur le système alimentaire familial* (diversité de la production agricole, diversité des aliments produits, qualité des aliments produits, diversité des sources de revenus, part de l'autoconsommation, habitudes alimentaires), *3° l'accès aux politiques* : envisagé en termes de critères de sélection des bénéficiaires (en fonction de l'orientation sociotechnique de l'exploitation agricole, du type d'insertion au marché, des caractéristiques socio-démo-éco des individus/familles i.e. âge, niveau de revenu) et de capacités des bénéficiaires potentiels à accéder effectivement aux politiques (opacité des politiques, complexité des démarches)

Contexte/demandes en politiques des familles multilocalisées (et des individus migrants). Comme les familles multilocalisées ne correspondent à aucune catégorie définie par les politiques publiques au Brésil de familles, il est nécessaire d'approcher leurs demandent en politiques de manière complexe ;

Nature des politiques envisagées

- Dans les deux cas, l'étude s'intéresse à des politiques productives
  Au Brésil : 1) programmes productifs dans l'agriculture (programmes visant à la modernisation de l'agriculture : infrastructures, crédit, extension rurale et assistance technique, recherche, de promotion de l'élevage industriel, etc.) ; 2) programmes visant à la promotion de l'agriculture familiale (Pronaf) + appuis au développement de la petite agroindustrie + appuis à la commercialisation (foires, marchés) ; 3) programmes visant à l'accompagnement d'alternatives (agroécologie, semences, etc.) et 4) programmes d'achats publics (PAA, PNAE) et 5) règles de surveillance sanitaire
  En Guadeloupe : loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (2014) qui consacre le rôle des agricultures de petite échelle dans les Outremers et loi EGAlim (2018) qui prône la reterritorialisation de l'alimentation ; Programme d'Options Spécifiques à l'Eloignement et à l'Insularité (POSEI) de l'Union

Européenne qui décline le premier pilier de la politique agricole commune (PAC) dans les régions ultrapériphériques (RUP), fixe comme objectifs l'amélioration de l'approvisionnement des RUP en produits agricoles essentiels, ainsi que le maintien des filières historiques d'export et l'amélioration de l'auto-approvisionnement local par le soutien des productions de diversification

- **Dans les deux cas**, elle s'intéresse aussi à des politiques sociales
  Au Brésil : programmes de retraites et des transferts de revenus aux familles les plus pauvres: Bolsa Família (transferts d'argent aux familles à faibles revenus), Previdência Social (retraite)
  En Guadeloupe : Sécurité sociale, retraite, minima sociaux (revenu de solidarité active, RSA), allocations chômages, aides au logement, allocations familiales, allocations pour les travailleurs handicapés, allocations familiales…
- **En Guadeloupe**, l'étude s'intéresse en plus aux politiques migratoires

Niveau auquel interfère la politique sur le système alimentaire familial

- **Dans les deux cas**, les programmes productifs interfèrent à différents niveaux : 1° sur la production et 2° sur la commercialisation de la production agricole. Ces interférences se traduisent en termes de diversité de la production agricole (qui peut augmenter ou diminuer) et donc sur la diversité des aliments produits en termes de qualité des aliments produits, la qualité pouvant être interprétée de différente manière (sanitaire, gustative, culturelle, innocuité, etc.).
- **Dans les deux cas**, les programmes sociaux interfèrent sur l'augmentation des revenus.
- **En Guadeloupe**, les politiques migratoires interviennent en amont du système alimentaire familial (statut de régularisation du migrant), mais aussi sur l'accès aux autres politiques, et donc de manière indirecte aux autres niveaux du système.

Accès aux politiques

- **Critères de sélection des bénéficiaires**
  Pour les programmes sociaux : dans les deux cas, il y a au sein de la population une différenciation socio-économique et la présence de population pauvres, « vulnérables » qui a besoin d'assistance sociale. Par ailleurs, la structure des âges de la population agricole (population active vieillissante, qui peut être retraitée au Brésil et en Guadeloupe) favorise la présence de programmes de retraites. Il est clair que les politiques sociales au Brésil ciblées sur les familles les plus pauvres, qui sont aussi généralement sans terre, ont une influence directe sur l'amélioration de la diversité et la qualité de l'alimentation de la famille et en particulier celle des enfants. Ces programmes n'influencent pas nécessairement la production, mais peuvent contribuer indirectement à l'amélioration de l'alimentation en amélioration l'accès par l'achat. Dans les communes disposant de personnels d'assistance sociale, le programme Bolsa Familia permet d'assurer des formations et de diffuser des informations en matière de santé infantile, de nutrition mais aussi de production maraichère en agroécologie.
- **Pour les programmes productifs**, l'étude n'a pas permis d'identifier de différences sur l'influence des politiques d'appui à la production familiale sur les régimes alimentaires. En effet, la région est historiquement marquée par la prédominance de formes d'agriculture familiale influencées par leurs origines (Italie, Allemagne et Pologne) et caractérisées par une production agricole diversifiée et de qualité, dont une part est destinée à l'autoconsommation. Historiquement, certains programmes productifs ont contribué à réduire la diversité de la production et la part de l'autoconsommation, au profit d'un accroissement de la commercialisation des produits. Récemment, certains de ces programmes sont

ambigus : bien que fondés sur la promotion d'une agriculture familiale fondamentalement diversifiée et de l'agroécologie, ils favorisent la spécialisation productive. C'est le cas de l'extension rurale et de l'enseignement agricole, mais aussi du Pronaf. Seul le programme d'achats publics contribue à la diversité productive, ce qui en fait une exception.

- **En Guadeloupe** : les bénéficiaires de ces programmes doivent être formels, c'est-à-dire enregistrés par l'administration comme exploitants agricoles (avec un numéro d'identification). Par ailleurs, les programmes favorisent en premier lieu certaines des formes de production existantes (grandes plantations capitalistes de canne à sucre/bananes) au détriment d'autres formes d'agriculture familiale qui bénéficient peu d'aides

Capacités des bénéficiaires potentiels à accéder effectivement aux politiques :

- **Au Brésil**, en dehors des contraintes d'accès aux politiques sociales (à cause du manque d''information, des intermédiations des municipalités et des élus locaux ou de leurs fonctionnaires) des populations pauvres et indigènes, l'étude ne montre pas de problèmes d'accès aux politiques productives. Toutefois, il existe certaines barrières : les modes de régulation et la bureaucratisation de l'accès aux politiques d'achats publics d'aliments, les inadaptations de la législation sanitaire de l'inspection municipale pour l'abattage de petits lots de volailles et la production de fromage artisanal, l'exigence d'un label municipal, étatique ou fédéral pour commercialiser des produits carnés et laitiers en vente directe. Pour les agriculteurs familiaux (hormis certaines populations les plus pauvres), l'extension rurale joue un rôle important pour faciliter l'accès et surmonter les barrières existantes.
- **En Guadeloupe :** l'accès des populations migrantes haïtiennes, souvent mal informées de leurs droits ou ayant un niveau de capital humain et social limité, est inégal. De plus, les Haïtiens bénéficieraient d'un traitement différencié (discriminant) de l'administration publique qui aggraverait la situation.

Résultats en termes d'incidence des politiques publiques sur les stratégies des familles et leur alimentation :

- **Au Brésil** :
  Comme il existe **différentes politiques publiques, productives et sociales**, leur application peut avoir des **effets contradictoires** sur les stratégies productives et l'alimentation des ménages. De plus, une même politique peut aussi avoir des effets contradictoires, selon les circonstances, les modalités d'application ou le profil du bénéficiaire.
  Historiquement, les programmes productifs de l'agriculture brésilienne (envisagée comme « politique de modernisation » qui a accompagné l'émergence de l'agro-industrie, l'intégration verticale dans des filières spécialisées et fondés sur la production destinée à la vente) ont conduit à la spécialisation des exploitations, et donc, des ménages agricoles. Cette spécialisation (dans l'élevage ou la monoculture) et les différentes formes d'insertion aux marchés qui y sont liées (contrats de vente, intégration verticale) ont pu imposer aux ménages de **réduire leur production pour l'autoconsommation** (ex des normes sanitaires imposées dans la production animale). En parallèle, **d'autres programmes, plus récents, ont favorisé la diversification de la production** (et la diversité génétique : cas semences paysannes) sur les exploitations agricoles qui ont développé une production d'aliments ayant des signes distinctifs de « qualité « (cas des aliments « coloniaux », c'est-à-dire de tradition européenne, cas des produits « naturels », organiques ou agro écologiques). Il est possible qu'un même programme ait des effets contradictoires à cause des modalités de son application ou des formes d'intermédiation qui existent. C'est le cas de programmes sociaux comme Bolsa Familia) ou de programmes productifs comme le Pronaf. L'application de ces

politiques publiques, en même temps sur un même territoire (mais pas forcément auprès des mêmes personnes ou ménages bénéficiaires) a entraîné une différenciation des stratégies productives des ménages agricoles et a eu des incidences sur leur alimentation, dans un contexte de transformation de l'activité du marché, d'urbanisation et de modernisation des sociétés rurales. Les différentes stratégies se traduisent en changements en termes d'approvisionnements alimentaires et de modes de consommation. Pour la plupart des ménages agricoles, qui ont spécialisé leur production sur leur exploitation, la diminution de la production pour l'autoconsommation s'est traduite par un remplacement progressif des produits de la ferme par des aliments achetés sur les marchés et en supermarchés (aliments industriels, transformés et ultra-transformés, mais aussi aliments de « qualité »). Pour les ménages les moins favorisés (populations pauvres et indigènes), bénéficiant généralement de programmes sociaux, l'insuffisance de la production agricole s'est aussi accompagnée du renforcement des achats d'aliments. D'autres ménages ont fait le choix de produire pour l'autoconsommation (et pour la vente en circuits courts ou à des programmes d'achats publics), et ont peu bénéficié de programmes « alternatifs »[2] plus récents (en faveur de l'agroécologie notamment). Ces ménages ont développé une production d'aliments de « qualité ».
De manière générale, les ménages agricoles reconnaissent que les politiques publiques leur ont permis d'améliorer leurs revenus et, donc, leur alimentation (amélioration des revenus permettant d'acheter des produits qu'ils ne pouvaient pas acheter avant, diversification de la production pour l'autoconsommation).

- **En Guadeloupe** :
  Les politiques migratoires sont décisives dès le départ du migrant d'Haïti pour pouvoir rester, puis s'insérer en Guadeloupe. Elles ont fortement évolué dans le temps (de la fin des années 1970, arrivée des premiers migrants enquêtés, à nos jours)
  Les programmes sociaux (sécurité sociale, retraite, minima sociaux (revenu de solidarité active, RSA), allocations chômages, aides au logement, allocations familiales, allocations pour les travailleurs handicapés, allocations familiales…) sont fondés sur un accès différenciés aux aides selon le statut de régularisation. Ils ont essentiels pour les plus mal lotis.
  Des programmes productifs sont exclusifs pour les exploitants agricoles formels

Quelles sont les stratégies productives et d'approvisionnement alimentaire des familles/individus multi/monolocalisés ?

Au Brésil :
Les ménages agricoles ont différentes stratégies pour produire, commercialiser leurs production agricole et pour s'approvisionner en aliments (autoconsommation, achats, dons). Ces stratégies renvoient aux hypothèses formulées pour la sélection de l'échantillon, qui sont liées à la diversité sociale et économique, à la diversité d'orientations sociotechniques, et à la diversité des formes d'insertion au marché.
L'étude a permis d'identifier trois types de stratégies :

1. La **stratégie centrée sur la spécialisation agricole et l'intégration verticale sous contrat à l'agroindustrie** de familles pouvant avoir des membres actifs salariés en ville qui continuent de travailler pendant leurs temps morts sur l'exploitation agricole, en particulier pour produire pour l'autoconsommation. Pour ces familles, les conditions d'intégration verticale ont des implications sur le temps de travail disponible des

[2] La plupart des politiques sociales et d'inclusion productive, mais aussi de développement rural territorial et d'environnement, d'agroécologie, a été progressivement démantelé depuis octobre 2016 par les gouvernements de M. Temer et de J Bolsonaro.

membres et possiblement dédié à la production d'aliments pour l'autoconsommation (voire les impositions des contrats et les règles sanitaires qui interdisent la présence d'animaux). Ces familles ont des pratiques agricoles intensives en intrants agrochimiques (agriculture conventionnelle). Leurs approvisionnements alimentaires proviennent essentiellement des achats de produits industriels et de produits de « qualité » (produits « traditionnels, coloniaux, organiques, agroécologiques)

2. La **stratégie de diversification agricole et d'insertion à des marchés spécifiques** (achats publics, marchés ouverts en vile, agroécologie, circuits courts) **combinée à la production pour une autoconsommation « choisie »** de familles pouvant avoir des membres actifs salariés en ville. Contrairement à ce qu'on peut croire, l´insertion aux marchés ne supprime pas la production pour l'autoconsommation, et au contraire, elle la développe et favorise la diversification des pratiques alimentaires de ces ménages. Ces familles ont des pratiques productives moins dépendantes des intrants agrochimiques. Leurs approvisionnements sont centrés sur la recherche de produits de « qualité » (traditionnels, coloniaux, agroécologiques) car ces familles souhaitent avoir plus de « contrôle » sur ce qu'elles mangent (ce qui favorise l'autoconsommation).
3. **La stratégie centrée sur la production agricole pour une autoconsommation « obligée »** (populations pauvres et indigènes. Ces familles n'ont pas accès à la multilocalisation. Elles ne produisent de toute façon pas assez pour partager des produits avec d'autres qui ne résident pas sur l'exploitation. Leur production est peu diversifiée (en part. en produits animaux) en raison de leurs limitations en dotations et en revenus (pas d'argent pour acheter des intrants agrochimiques). Leur production agricole, dont une partie étonnamment importante est à la base de leurs approvisionnements alimentaires, correspond également à leurs préférences socio-culturelles qui correspondent aux habitudes alimentaires de ces groupes ethniques (l'étude n'apporte pas d'éléments sur ce sujet).

La multilocalisation apparaît au Brésil comme une « ressource de différentiation » dans le sens où ce sont seulement les ménages agricoles les mieux lotis (en foncier, en argent, développant les deux premières stratégies) qui peuvent se permettre d'avoir certains de leurs membres en mobilité (pour travailler, pour étudier, et donc pour contribuer à l'augmentation de leurs ressources économiques, humaines, au niveau familial) qui participent aux travaux de l'exploitation (notamment pour la production destinée à l'autoconsommation) et qui bénéficient aussi d'une partie de ces aliments produits pour l'autoconsommation.

En Guadeloupe :
Les ressources des migrants sont variablement activées au cours de leurs trajectoires socio-professionnelles. On observe :

- Le rôle clefs de certaines ressources, de nature différentes : 1) Réseaux sociaux (familial, amical et professionnel, diaspora haïtienne), même si dans certains cas la mobilisation de ces réseaux se révèle délictuelle (exploitation, prostitution, abus) ; 2) Ressources économiques (revenu, crédit, épargne, remises migratoires vers et depuis le migrant) ; 3) Ressources humaines (éducation, état de santé) ; 4) Naturelles (accès au foncier et mode de tenure : propriété, location, colonat partiaire).
- Une évolution des ressources au cours du temps à l'origine, à destination et/ou dans l'espace de mobilité : 1) Certaines ressources (réseaux sociaux, ressources économiques) sont indispensables pour partir (activables en Haïti), pour s'installer (activables en Guadeloupe) ; 2) D'autres (réseaux sociaux, ressources naturelles) sont indispensables pour perdurer à destination (activées dès lors que le migrant s'installe); 3) D'autres (ressources naturelles, humaines) sont indispensables pour diminuer sa vulnérabilité (activées dans la durée de la trajectoires) ;

- Une activation de ressources qui va déterminer la mise en œuvre de moyens d'existence et la sécurisation de l'alimentation.

Ces ressources donnent lieu à des stratégies de moyens d'existence qui résultent de processus long.

- Des stratégies fondées sur des combinaisons d'activités économiques génératrices de revenus : 1) L'agriculture : le premier secteur d'activité (exploitation agricole, salariat agricole, commerce sur les marchés, etc.) ; 2) Le salariat dans d'autres secteurs (construction, restauration, espaces verts, etc.): alternances et combinaisons flexibles ; 3) Autres (locations immobilières, etc.): lorsque le capital accumulé le permet
- Qui révèlent un gradient de précarité quotidienne.
  Dans le salariat agricole : 1) Un travail difficile auquel les migrants se résignent, qui doit être flexible, contrôlable et soumis aux décisions des « patrons » ; 2) Le respect du code du travail n'est pas systématique et il y a parfois des abus et des tromperies des « patrons », notamment pour déclarer leurs salariés agricoles, et souvent liés à la barrière de la légalité
  Sur les exploitations agricoles : 1) Un accès à la terre permis par un désintérêt des (jeunes) Guadeloupéens pour l'agriculture ; 2) Surtout par le métayage, souvent issu de « contrats liés » à du salariat agricole ; 3) Mais aussi par a location, l'achat, la sous-location ou le prêt, mais pas forcément légalement ; 4) Parfois permis par des arrangements fonciers fondés sur la bienveillance et l'entraide, y compris avec des propriétaires guadeloupéens ; 5) Les conditions de travail des exploitants agricoles sont meilleures que celles des salariés agricoles, mais elles restent difficiles
- Des stratégies qui évoluent avec beaucoup de flexibilité et qui montrent une grande capacité d'adaptation : 1) Changements d'activité, évolution de la mobilisation et de l'activation des ressources, agencements différemment des activités face aux chocs et aux opportunités qui se présentent ; 2) Dans le court terme, les migrants doivent composer avec ce dont ils disposent immédiatement, alors que dans le long terme il y a une plus large possibilité de modifier les types de ressources mobilisés
  Et qui peuvent être affectées par l'envoi de transferts migratoires vers Haïti ou d'autres lieux : 1) Les transferts sont souvent destinés à des membres de la famille, parfois pour réaliser des investissements propres aux migrants ; 2) Les transferts sont souvent le résultats d'efforts considérables des migrants, au prix de leur propre situation à destination ; 3) Les transferts peuvent s'arrêter quand les liens se coupent entre les proches, dans la durée

Comment les stratégies productives se traduisent-elles en termes d'alimentation ? Comment l'alimentation est affectée par la multilocalisation ?

L'alimentation dans les deux cas a été envisagée du point de vue de certains indicateurs standardisés de sécurité alimentaire (HFIAS/EBIA + scores de diversité) et de pratiques alimentaires (habitus, types d'aliments consommés). Dans le cas de la Guadeloupe, elle a aussi été envisagée en termes de vulnérabilité alimentaire.

Au Brésil, les discussions autour de l'alimentation portent sur la sécurité alimentaire en termes nutritionnels

En Guadeloupe : comme plus largement en France, les débats portent sur les besoins « *d'assurer une alimentation à la fois sûre, saine, équilibrée et de qualité, accessible à tous, produite dans des conditions respectueuses de l'environnement et du bien-être animal, tout en étant économiquement viables et socialement acceptables* » (Programme national pour l'alimentation, PNA), en articulation avec d'autres plans avec lesquels il partage certains

objectifs (Programme national nutrition santé, PNNS) ou le Programme national d'aide alimentaire, PNAA).Le PNA encourage en particulier le développement des circuits courts et de la proximité géographique entre producteurs agricoles, transformateurs et consommateurs (approvisionnement de la restauration collective, publique comme privée, en produits agricoles de saison ou en produits sous signes d'identification de la qualité et de l'origine, notamment issus de l'agriculture biologique).

Dans les deux cas, la multilocalisation permet le maintien et/ou l'hybridation des habitudes alimentaires « à destination » : en ville à Chapeco, en Guadeloupe pour les migrants haïtiens (recettes et variétés spécifiques de certains produits). Ces observations rendent compte de la valeur socio-culturelle de l'alimentation qui sont différenciées selon les groupes socio-ethniques.

Au Brésil, le maintien de la diversité de l'alimentation pour les populations d'origine européenne (qui se perçoivent en situation de SAN) est observé. Ce n'est pas le cas des populations les plus pauvres et indigènes dont l'alimentation est centrée sur quelques groupes alimentaires (les céréales et les tubercules/racines en lien avec l'appauvrissement des systèmes agricoles) et qui se perçoivent en situation d'insécurité alimentaire. L'autoconsommation est généralisée dans toutes les stratégies (lien avec la multilocalisation ; lien avec la diversité de l'alimentation et la qualité des aliments pour 1 et 2) ; pour les stratégies centrées sur l'autoconsommation (2 et 3) elle est choisie ou obligée. Ce n'est pas nouveau dans les études de terrain au Brésil, mais c'est un résultat important de la recherche. Inversion de la perception de l'autoconsommation : originellement pratique des populations pauvres et considérée comme archaïque, elle tend aujourd'hui à être revalorisée et s'apparente à un gain de liberté pour la maîtrise d'une alimentation saine et équilibrée.

En Guadeloupe, l'étude montre une hybridation des habitudes alimentaires en lien avec la multilocalisation, car la population locale s'approprie des pratiques culinaires haïtiennes.

Illustration / Figure clé / schéma conceptuel

<u>Schéma conceptuel du cadre d'analyse pour le Brésil</u>

Métaprogramme Inra-Cirad
GloFoodS

Projet financé par l'AMI 2017

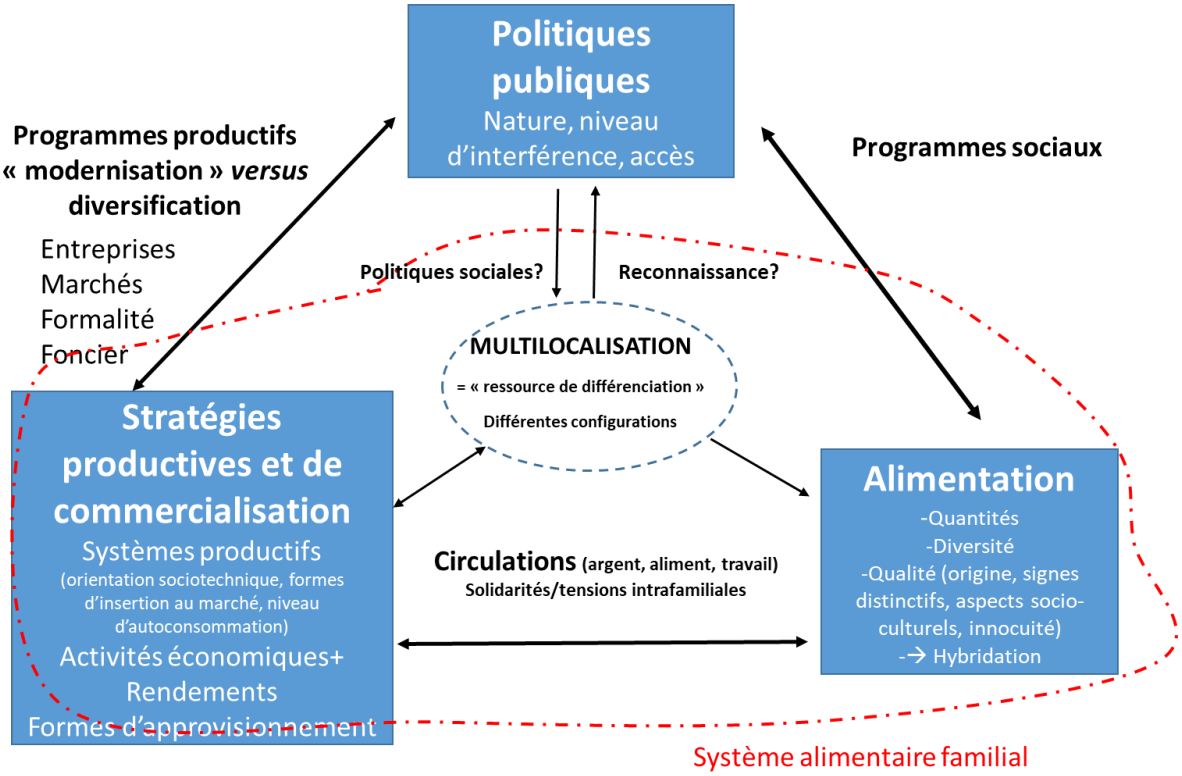
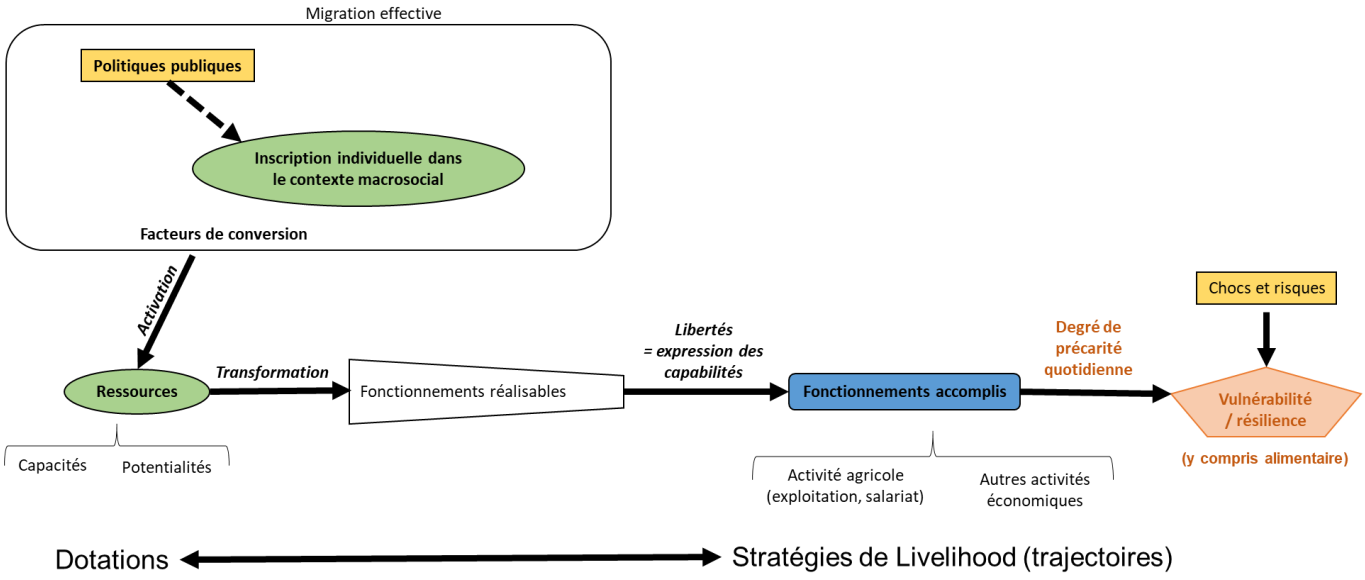


Schéma conceptuel du cadre d'analyse pour la Guadeloupe



Productions scientifiques

Articles soumis à un numéro spécial d'une revue Brésilienne (ALC)

- Grisa, Catia ; Sabourin, Eric ; Tecchio, Andréia ; Chechi, Letícia (en revue). As práticas produtivas e alimentares no espaço rural do Oeste de Santa Catarina: a ação pública na busca e na crítica à modernidade. Revista Estudos Sociedade e Agricultura. Sessão temática "Estratégias e práticas alimentares de famílias agrícolas multilocalizadas e os papéis das políticas públicas".
- Cazella, Ademir ; Dorigon, Clovis (en revue). Sistemas agrícolas e alimentares de famílias multi e monolocalizadas na região Oeste de Santa Catarina. Revista Estudos Sociedade e Agricultura. Sessão temática "Estratégias e práticas alimentares de famílias agrícolas multilocalizadas e os papéis das políticas públicas".
- Maluf, Renato ; Zimmermann, Silvia A. (en revue). Antigos e novos hábitos e suas repercussões na condição alimentar e nutricional de famílias rurais de Chapecó e região. Revista Estudos Sociedade e Agricultura. Sessão temática "Estratégias e práticas alimentares de famílias agrícolas multilocalizadas e os papéis das políticas públicas".

Rapports de stage d'étudiants de Master :

- Crétois, Nastasia (2018). Jeux d'acteurs et blocages institutionnels dans l'élaboration de la Stratégie Nationale de Souveraineté et de Sécurité Alimentaire en Haïti. Rapport de Master Sciences Po Toulouse. CIRAD. 41p.
- Jean-Georges, David (2019). Etude exploratoire des liens entre accès alimentaire et dotations en capitaux des migrants haïtiens qui travaillent dans l'agriculture guadeloupéenne. Mémoire de fin d'étude. Master 3A (Agronomie et Agro-Alimentaire, Sciences et technologie de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement). Parcours MOQUAS (Marchés, Organisations, Qualité et Services dans les agricultures du Sud). CIRAD. INRA. IRC Montpellier SupAgro. 140p.

Plusieurs communications présentées lors de la Conférence Global Food Security qui aura lieu en juin 2020 à Montpellier.

- Cazella, Dorigon, Tecchio,Nesi, Eloy : « The influence of family multi-locality on household food security in southern Brazil »
- Crétois, Fréguin-Gresh, Bonin : « Food Policy in Haiti: An impossible equation? »
- Fréguin-Gresh, Angeon : « How economic and social resources secure food access? Insights from the Haitian migrant community involved in the agricultural sector in Guadeloupe »
- Grisa, Sabourin, Tecchio, Chechi « The State's role in productive and food practices in the rural area of western Santa Catarina (Brazil) »
- Maluf, Zimmermann « Farming families´ old and new eating habits in the region of Chapecó, Brazil »

Effets levier : projets / réseaux induits

- Incubation d'un nouveau Projet GLOFOODS portant sur le rôle de la transition agro-écologique dans la génération d'emploi et dans l'alimentation en Amérique Latine, en Afrique et en Asie : améliorer l'accès à l'alimentation par l'agroécologie : quelles politiques publiques ? (*titre provisoire*)

- Proposition Appel CAPES-COFECUB 2020 « Systèmes agroalimentaires et politiques publiques: théories et méthodes pour l'analyse d'expériences nationales et internationales », en attente des résultats d'évaluation de la proposition
- Atelier de formation à la recherche d'étudiants, Master EDEV (M2), Université Montpellier 3. « Agriculture familiale et système alimentaire en Guadeloupe ». Guadeloupe, 28 janvier-5 février 2020. Consortium Cirad Art-Dev, Université Montpellier 3, UE PEYI.

Autre valorisation

Au Brésil, deux séminaires de restitution ont été organisés par l'équipe de recherche auprès des acteurs du développement agricole et rural et des organisations sociales locales. Les participants ont formulé des attentes sur les implications des résultats de recherche sur leurs propres activités auprès des agriculteurs familiaux en termes organisationnels, de fourniture d'assistance techniques et de services (crédits).

Contact scientifique : Sandrine Fréguin-Gresh, UMR Art-Dev, CIRAD, freguin@cirad.fr

Equipes impliquées :

- UMR ART-Dev, Université Paul Valéry et CNRS http://art-dev.cnrs.fr/
- UMR TETIS, CIRAD https://tetis.teledetection.fr
- Unité Expérimentale PEYI, Centre Inra Antilles-Guyane http://www.antilles.inra.fr/
- UR Ecodéveloppement, Centre Inra PACA https://www6.paca.inra.fr/ecodeveloppement
- Programa de Pós-Graduação de Ciencias Sociais en Desenvolvimiento, Agricultura e Sociedade (CPDA), Université Fédérale Rural de Rio de Janeiro http://institucional.ufrrj.br/portalcpda/
- Programa de Pós-Graduação em Desenvolvimento Rural (PGDR), Université Fédérale de Rio Grande do Sul http://www.ufrgs.br/pgdr/institucional/o-pgdrhttp://www.ufrgs.br/pgdr/institucional/o-pgdr
- Observatório de Políticas Públicas para a Agricultura (OPPA) http://oppa.net.br/
- Laboratório de Estudos da Multifuncionalidade Agrícola e do Território (LEMATE), Université Fédérale de Santa Catarina https://lemateufsc.wordpress.com/
- Empresa de Pesquisa Agropecuária e Extensão Rural de Santa Catarina (EPAGRI) https://www.epagri.sc.gov.br/
- Universidade Federal da Integração Latino-Americana (UNILA) https://portal.unila.edu.br/https://portal.unila.edu.br/

Projet soutenu par GloFoodS :GAPRA, octobre 2017 – novembre 2019